

VILLE DE GRASSE

PAYS DE GRASSE DEVELOPPEMENT

**CONVENTION D'AVANCE DE TRESORERIE ENTRE
LA VILLE DE GRASSE ET LA SPL PAYS DE GRASSE DEVELOPPEMENT**

Entre :

La Ville de Grasse, représentée par Madame Jérôme VIAUD, Maire de Grasse, agissant en vertu d'une délibération du Conseil municipal en date 5 décembre 2023,

Désignée ci-après par « la Ville »

Et :

Pays de Grasse Développement, Société Publique Locale au capital de 291 177,59 €, dont le siège social est fixé 4 rue de la Délivrance – 06130 GRASSE, inscrite au registre du commerce de Grasse sous le numéro B 306 170 432, représentée par Monsieur Jérôme VIAUD en sa qualité de Président du Conseil d'Administration, agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par délibération du conseil d'Administration en date du

Désignée ci-après par « la Société »

PREAMBULE

Par une convention d'aménagement en date du 7 novembre 1996 et ses différents avenants, la Ville de Grasse a confié à la Société Publique Locale Pays de Grasse Développement une opération d'aménagement urbain sur le centre historique de Grasse, dont l'opération d'aménagement du quartier Martelly fait partie.

Cette convention prévoit dans son article 17 les modalités de financement des opérations et notamment de pouvoir solliciter de la part de la Ville de Grasse, lors de besoins de trésorerie temporaires, des avances de trésorerie dans les conditions de l'article L 1523-2, 4° du Code Général des Collectivités Territoriales.

La présente convention a donc pour objet de préciser les conditions de versement et de remboursement de l'avance de la Ville de Grasse cocontractante à la SPL Pays de Grasse Développement, au bénéfice de l'opération d'aménagement du Centre Historique de Grasse.

Ceci exposé, les parties ont convenu ce qui suit :

CONVENTION

Article 1 : Objet de la présente convention

En application de l'article 17 de la concession d'aménagement entre la Ville et la Société et fonction du plan de trésorerie prévisionnel tel qu'il est mentionné dans le CRAC délibéré précédemment, la Ville versera une ou plusieurs avances de trésorerie à la Société, pour un montant maximum cumulé de 3 000 000 euros, destinées à couvrir les besoins de trésorerie ponctuels de l'opération, dans les conditions précisées ci-après, conformément aux dispositions de l'article L 1523-2, 4° du CGCT.

Article 2 : Montant et modalités de versement de l'avance de trésorerie

Le plan de trésorerie prévisionnel, inclus en annexe à la concession d'aménagement approuvée, fait apparaître un besoin de trésorerie sur l'année 2024 lissé sur l'année civile.

Nous estimons le besoin maximum de trésorerie à 3 000 000 euros, montant qui constitue le montant cumulé plafonné de l'avance de trésorerie de la Ville qui pourra être versée.

Dans la limite de ce montant maximal, la Ville ajustera les versements de son avance en fonction des besoins.

Cette avance pouvant être sollicitée en plusieurs versements sur la base d'une demande formalisée par la Société et en fonction des besoins, pour un montant qui ne pourra être inférieur à 150 000 €.

Le ou les versements de cette avance ne pourront intervenir avant le 1^{er} janvier 2024, tout en sachant que la totalité du ou des versements devront être remboursés par la Société à la Ville au plus tard le 31 décembre 2024.

Des remboursements partiels pourront intervenir durant l'année civile en correspondance avec les versements.

Le versement de l'avance devra intervenir dans un délai maximum de 10 jours ouvrés après la demande adressée par la société à la Ville.

Article 3 : Durée / remboursement

La durée de validité de l'avance de trésorerie consentie à l'opération d'aménagement du Centre Historique est comprise entre le 1^{er} janvier 2024 et le 31 décembre 2024.

Le ou les avances versées ne pourront intervenir avant le 1^{er} janvier 2024, le ou les remboursements pourront être partiels, mais la totalité des avances devra être impérativement remboursée pour le 31 décembre 2024.

Cette avance est infra annuelle et non renouvelable.

Article 4 : Conditions financières

L'avance de trésorerie consentie par la Ville dans le cadre de la présente convention ne donnera pas lieu à versement d'intérêts au profit de la Ville, afin de ne pas augmenter le montant des dépenses au bilan financier de l'opération, dont la Ville est garante de l'équilibre d'opération sur sa participation communale.

Article 5 : Entrée en vigueur

La présente convention entrera en vigueur dès le 1^{er} janvier 2024 et prendra fin le 31 décembre 2024.

Article 6 : Contrôle de la légalité

La présente convention sera transmise aux représentants de l'Etat.

Fait à Grasse, en quatre exemplaires, le

Pour la Ville de Grasse
Le Maire,

Pour Pays de Grasse Développement,
Le Président,

Monsieur Jérôme VIAUD

Monsieur Jérôme VIAUD